

EN MARCHÉ !

Cominando!

Bulletin de réflexion et d'engagement

Vol. 17, no 1 mars 1997

Quelle



démocratie ?

L'état de la démocratie

A petits pas, elle fait son chemin. Mais quelle sinuosité emprunte-t-elle! Dans ce numéro du *Caminando*, un bilan des espaces démocratiques en Amérique du Sud; un autre domaine où rien n'est jamais acquis. Des militants-es des droits humains de la Bolivie, du Venezuela, du Brésil, de l'Équateur et du Pérou commentent l'état de la démocratie dans leur pays.

En table ronde, des représentants-es d'ONG d'ici s'inquiètent des retombées de la prise d'otages au Pérou: la société civile risque d'être étouffées par la répression qui suivra la conclusion de cette crise. Alberto Rabilota nous informe des implications démocratiques des nouvelles ententes Canada-Cuba.

Les timides avancées de la démocratie en Amérique du Sud au cours des quinze dernières années ont eu raison des régimes formellement dictatoriaux. Mais le pouvoir du peuple et de ses élus-es est fortement compromis par celui du «sacro-saint marché». Les parlementaires des Amériques sont conviés à Québec en septembre prochain pour en débattre lors d'un forum original organisé sous l'égide de l'Assemblée nationale du Québec. Jean-Pierre Charbonneau, son président, nous livre ses espoirs dans une entrevue exclusive.

Vivian Labrie et Vilma Mungía nous ont représentés à la réunion internationale du SICSAL (Secrétariat international chrétien de solidarité avec l'Amérique latine- Oscar. A. Romero). Vivian nous raconte ses rencontres. Avec Soledad, noire, Dominicaine et nouvelle co-présidente du SICSAL. Avec Don Heriberto, évêque au Brésil, qui porte maintenant avec fierté l'insigne «coude à coude» du 8 mars québécois. Et avec tant d'autres.

Liés à ce réseau de solidarité, le souvenir de deux personnes nous anime très particulièrement à cette époque de l'année, celui de Mgr Romero et de Mgr Mendez Arceo. Au moment de commémorer l'anniversaire du martyr de Romero, Clotilde Lemay nous rappelle leurs luttes et leurs engagements hors du commun du côté des exclu-e-s. ♦

Harcèlement contre une mission d'observation au Chiapas

Par Michelle Décarie

LE CENTRO DE DERECHOS HUMANOS FRAY BARTOLOMÉ DE LAS CASAS NOUS A FAIT PARVENIR UNE DEMANDE D'ACTION URGENTE CONCERNANT UNE ATTAQUE DIRIGÉE CONTRE DES MEMBRES D'UNE MISSION D'OBSERVATION COMPOSÉE DE 12 PERSONNES, DONT DES REPRÉSENTANTS DU CENTRE DE DROITS HUMAINS FRAY BARTOLOMÉ DE LAS CASAS, DE LA CONPAZ (COORDINATION D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES POUR LA PAIX) AINSI QUE DE QUATRE JOURNALISTES ÉTRANGERS, DE L'AGENCE GLOBAL EXCHANGE ET DE SIPAZ. LES MEMBRES DE CETTE MISSION ONT ÉTÉ ATTAQUÉS LE 15 FÉVRIER, DANS LE NORD DU CHIAPAS, PLUS PRÉCISEMENT DANS LE VILLAGE DE PARAÍSO, MUNICIPALITÉ DE SABANILLA.

Le 15 au matin, dans la communauté de Santa Catalina, la délégation s'était entretenue avec des membres du PRI qui avaient été expulsés de force de Paraíso. Les membres de la délégation se sont rendus, dans l'après-midi, à Paraso pour entendre l'autre version de l'histoire.

Alors que la mission d'observation approchait de la communauté, leurs véhicules ont été encerclés par une foule menaçante. Puisque la police ne semblait pouvoir contrôler la situation, la mission a décidé de rebrousser chemin. Environ 300 mètres plus loin, les observateurs se sont retrouvés face à face avec un groupe de 30 adolescents armés qui bloquaient la route. Des jeunes ont pointé leurs armes sur le conducteur du premier véhicule, Javier Valdivieso, de CONPAZ, alors que des menaces de violence sexuelle étaient adressées à Flor Maria Perez Robledo et Rocío Jiménez Vázquez.

Lorsque les deux autres véhicules ont tenté de fuir en reculant rapidement, les assaillants ont ouvert le feu et ont blessé un membre du Centre Fray Bartolomé de Las Casas, José Montero Solano. Il a toutefois réussi à quitter les lieux et s'est rendu à l'entrée de la communauté Paraíso où des policiers étaient réunis. Le deuxième véhicule, dans lequel voyageaient les représentants de Global Exchange, de SIPAZ et de CEDIAC (un centre de défense de droits humains mexicain), a perdu le contrôle et a complètement dérapé. Le con-

ducteur a sauté par la fenêtre et s'est sauvé dans les buissons. Le représentant de SIPAZ s'est enfui à pied, mais a été capturé et blessé légèrement à la tête par un coup de machette. La représentante de Global Exchange, âgée de 23 ans, a été traînée, revolver sur les tempes, vers les autres détenus. Puis les assaillants ont crevé les pneus des véhicules avec leurs machettes et se sont emparés des objets personnels du groupe.

Lorsque la police est arrivée sur les lieux, l'officier García Montufar a dit aux attaquants : «C'est un crime que vous venez de commettre». Cependant, le policier ne les a ni désarmés, ni arrêtés. Il a ajouté : «Jusqu'à maintenant vous avez bénéficié de la protection du bureau du Procureur général, mais dorénavant, ne comptez plus sur aucune protection. Allez, nous partons ! »

Cette nuit-là, les membres de la mission ont dû dormir dans leurs voitures, sur la place centrale, car aucun hôtel ne voulait les recevoir. Le dimanche matin, une fois les pneus réparés, ils sont revenus à Chilón où les blessés ont reçu des soins médicaux.

Les groupes paramilitaires de la région nord du Chiapas continuent de jouir d'une impunité totale et dominent la police locale. Il est extrêmement préoccupant, dans ce cas-ci, de constater que les policiers de Paraíso n'ont pas arrêté les assaillants et ne les ont pas menés devant les tribunaux. ♦

Le Canada est un modèle intéressant pour le développement de la société civile et des institutions cubaines

Par Alberto Rabilota, de l'agence Notimex

PENDANT QUE LES ÉTATS-UNIS PERSISTENT DANS LEUR POLITIQUE DE BLOCUS ENVERS CUBA, OTTAWA A RÉUSSI À ATTIRER L'ATTENTION DE LA HAVANE SUR LES MODÈLES CANADIENS DE DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES INSTITUTIONS DE L'ÉTAT.

Peu de temps avant la récente visite à Cuba du Ministre des Affaires étrangères du Canada, Lloyd Axworthy, quelques journaux d'ici et de l'extérieur ont beaucoup insisté sur les discussions qu'aurait le Ministre avec les autorités cubaines sur la question des droits humains. Selon eux, le gouvernement canadien aurait été disposé à endosser la «position européenne» récente de la ligne dure face à Cuba en matière de droits humains, mais à condition que la Maison Blanche maintienne la suspension (pour un semestre) de l'application de certaines clauses de la Loi Helms-Burton.

L'ignorance de l'histoire des relations entre le Canada et Cuba explique en partie ces interprétations journalistiques qui, semble-t-il, venaient de Washington. Elles oublièrent que «le dialogue franc» en ce qui a trait aux droits humains, entre autres choses, fait partie des conversations entre Ottawa et La Havane depuis plus de dix ans.

Ce dialogue sur les droits humains a donné passablement de résultats concrets à plusieurs reprises. Par exemple, il a permis le début du dialogue direct entre les autorités de La Havane et les porte-parole de la communauté cubaine des États-Unis, comme on l'a vu lors de la première réunion à ce niveau qui s'est tenue à Halifax, à la fin des années 80.

Pendant que la politique américaine envers Cuba est prisonnière de certains cercles anti-castristes de la communauté cubaine de Floride, ce qui annule la possibilité pour Washington d'influencer positivement le développement de la société cubaine, l'attitude canadienne envers La Havane porte déjà des fruits. Par exemple, la création d'organisations non-gouvernementales (ONG) cubaines durant les dernières années constitue un pas important dans la construction d'un des aspects de la société civile et des droits humains. Cela a quelque chose à voir avec l'appui d'Ottawa aux ONG canadiennes qui recherchaient des interlocuteurs de même niveau à Cuba.

Pourquoi les autorités cubaines ont-elles été sensibles aux propositions d'Ottawa? Peut-être parce qu'il y a eu un dialogue respectueux, qui s'est fait dans le cadre de relations commerciales favorables pour les deux parties, sans aucun chantage. Mais il faut aussi considérer que, grâce au maintien des relations entre les deux pays, beaucoup de fonctionnaires cubains ont pu étudier et arriver à respecter le système capitaliste canadien -qui a une certaine conscience sociale- et ses institutions, que ce soit au niveau parlementaire ou au niveau de l'administration de l'État.

Voilà qui explique l'influence du Canada sur le développement de la société cubaine en cette époque de changements.

Par exemple, vers qui se tourne La Havane pour chercher de la coopération afin de mettre à jour son administration de la justice et son système juridico-légal? La lecture du communiqué conjoint signé par Lloyd Axworthy et son collègue cubain, Roberto Robaina, le 22 janvier 1997 à La Havane, permet de constater l'influence que le Canada exerce à Cuba.

En plus de la coopération canadienne sur le terrain de la justice, le Parlement d'Ottawa et l'Assemblée nationale de La Havane, vont réaliser des échanges sur le système de fonctionnement des deux institutions.

Le Canada va coopérer avec l'Assemblée nationale cubaine afin de renforcer, à l'intérieur de cette institution, la Commission des plaintes des citoyens, sorte d'ombudsman parlementaire.

Quant aux droits humains, il y aura un «approfondissement» de la coopération dans la préparation de séminaires «sur des sujets d'intérêts mutuels», des échanges de haut niveau entre fonctionnaires, professionnels et experts, et des partages d'expériences et de points de vue sur les travaux des agences spécialisées des Nations Unies.

Ottawa continuera à appuyer les activités des ONG cubaines et canadiennes en accord avec les lois et règlements des deux pays.

En plus d'aider Cuba à moderniser quelques secteurs de son système judiciaire, Ottawa va développer la coopération dans les domaines de la fiscalité et de la Banque nationale de Cuba. En même temps, les «deux parties vont étudier les secteurs où le Canada pourrait continuer à appuyer les politiques de réformes de Cuba».

Comme a dit un fonctionnaire canadien à Notimex, «alors que les entreprises américaines continuent à observer du haut de leur piédestal, le Canada a déjà commencé à négocier avec Cuba un accord sur la promotion et la

protection des investissements étrangers».

Ottawa et La Havane ont convenu de collaborer dans la lutte contre le trafic de la drogue et de maintenir des conversations sur les questions liées au terrorisme et aux moyens de le prévenir.

En résumé, les entreprises canadiennes commencent à occuper une position stratégique dans l'économie cubaine, grâce à la politique de blocus de Washington qui élimine la présence des entreprises américaines. De plus le gouvernement et les institutions canadiennes en sont arrivés à se transformer en interlocuteurs privilégiés de Cuba, ce qui finira par provoquer la jalousie de Washington. ♦

Déclaration conjointe du ministère des Affaires étrangères du Canada et du gouvernement de Cuba

Les gouvernements concernés ont eu la possibilité d'inventorier un certain nombre de domaines où ils ont décidé de travailler conjointement. Citons quelques exemples :

1. Coopération dans le secteur de l'administration de la justice et du système juridico-légal y compris des échanges de juges et des sessions de formation juridique.
2. Support d'échanges entre la Chambre des Communes et l'Assemblée nationale cubaine, en se concentrant sur les opérations des deux institutions.
3. Échange d'expériences entre les deux pays en relation avec l'intention des Cubains de renforcer à l'intérieur de l'Assemblée nationale la Commission des plaintes des citoyens, une sorte d'ombudsman parlementaire.
4. Élargissement et approfondissement de la coopération au sujet des droits humains ce qui inclut la préparation de séminaires sur divers sujets d'intérêts réciproques, d'échanges universitaires entre des fonctionnaires, des professionnels et des experts, de même que le partage d'expériences et de points de vue sur le travail des organismes spécialisés des Nations Unies.
5. Support des activités d'organisations non-gouvernementales cubaines et canadiennes dans le cadre d'une coopération bilatérale entre les deux pays en accord avec les lois et règlements de chaque pays.
6. Poursuite d'une coopération macroéconomique en portant une attention toute spéciale aux impôts et à la Banque Centrale tout en étudiant des secteurs connexes où le Canada pourrait continuer à supporter la politique de la réforme économique cubaine.
7. La négociation d'une promotion et d'une protection des investissements étrangers.
8. Collaboration plus étendue pour l'interdiction des narcotiques, y compris la négociation d'un accord bilatéral.
9. Création de discussions bilatérales sur le terrorisme international et sa prévention.
10. Négociation d'un protocole d'entente entre le Ministère de la santé du Canada et le Département de la santé publique de Cuba.
11. Négociation d'une entente de coproduction audio-visuelle.
12. Renouvellement de l'accord bilatéral de coopération dans le domaine sportif.
13. Exploration de possibilités pour une recherche conjointe et le développement de projets de coopération pour le développement des deux pays dans les domaines de la santé et de l'environnement.
14. Approvisionnement en nourriture pour compenser les dommages causés à l'agriculture par l'ouragan Lili.

La Havane, 22 janvier 1997

Tupac Amaru et la prise d'otages à Lima

Propos recueillis par
Diane Saint-Antoine/Jean-Claude Ravet

LE CAMINANDO ORGANISAIT, LE 14 FÉVRIER DERNIER, UNE TABLE RONDE PORTANT SUR LA PRISE D'OTAGES PAR LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE TUPAC AMARU (MRTA) À L'AMBASSADE DU JAPON À LIMA. Y PARTICIPAIENT CHARLEMAGNE OUELLETTE, CHARGÉ DE PROJETS POUR LES PAYS ANDINS À DÉVELOPPEMENT ET PAIX, FRANÇOIS FAUCHER QUI A TRAVAILLÉ 16 ANS COMME COOPÉRANT AU PÉROU ET ACTUEL DIRECTEUR DU CARREFOUR DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DE SHERBROOKE, DIANE BACHAND QUI A TRAVAILLÉ 9 ANS COMME COOPÉRANTE DU CECI AU PÉROU ET MANUEL CISNEROS, PÉRUVIEN ET ÉTUDIANT EN SOCIOLOGIE À LA MAÎTRISE À L'UQAM. NOUS AVIONS DEMANDÉ À DIANE SAINT-ANTOINE, QUI A ÉTÉ COOPÉRANTE DU SUCO AU PÉROU PENDANT 4 ANS, D'ANIMER CETTE RENCONTRE. LE BUT DE CETTE TABLE RONDE ÉTAIT DE METTRE EN RELIEF UNE VISION ÉCLAIRÉE DE CET ÉVÉNEMENT SUR LEQUEL ON NE REÇOIT PAR LES MÉDIAS QUE DES BRIBES D'INFORMATION.

Tous les participants s'accordèrent sur le fait que cette action du MRTA n'a soulevé que peu d'appui dans la population et spécialement dans les organisations populaires. Ces dernières cherchent davantage à ouvrir des espaces de prise de parole et de participation ainsi qu'à développer des alternatives d'économie sociale face au néolibéralisme. Cette action «spectaculaire» et médiatique du MRTA a surpris tous les analystes qui le croyaient moribond — bien qu'un rapport récent sur les droits humains au Pérou pouvait laisser penser à une recrudescence d'activités dans certaines régions depuis les derniers mois de 1996, comme le souligna Manuel Cisneros.

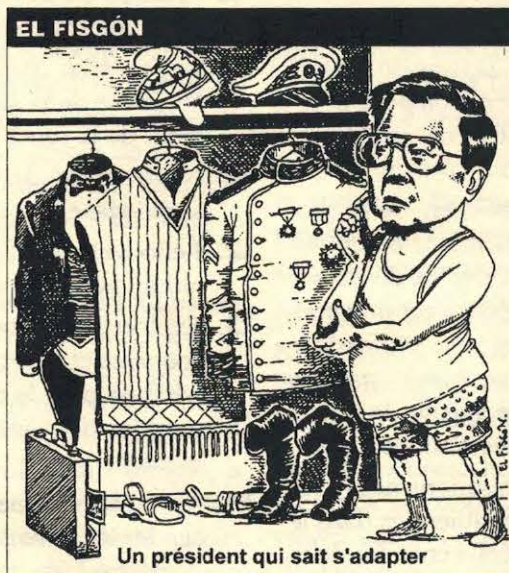
Par ailleurs, comme Charlemagne Ouellette en fit la remarque, même si elle demeure isolée, l'action du commando dirigé par Nelson Cerpa, dont la femme est elle-même prisonnière politique, s'inscrit dans

la logique du MRTA qui a toujours manifesté sa solidarité envers ses membres faits prisonniers.

Mais cette prise d'otages doit être comprise avant tout, précisément en tant qu'action «spectaculaire», comme un geste posé pour attirer l'attention sur le Mouvement et permettre au MRTA de recouvrer une légitimité politique. Selon François Faucher, elle pourrait même avoir comme finalité l'insertion à moyen terme du MRTA dans la vie civile.

De fait, on ne peut récuser le fait que le MRTA ait gagné la partie sur le plan médiatique. D'une part, il met en scène et à l'ordre du jour les conditions abjectes des détenus politiques dans les prisons péruviennes en transformant l'ambassade du Japon en simili prison. D'autre part, cette prise d'otages se présente

comme une tentative, à la mesure de l'autoritarisme sourd du régime de Fujimori, d'amorcer des négocia-



tions en vue de trouver des solutions à la question des conditions de vie des prisonniers politiques.

En ce sens, cette action a gagné au tout début la sympathie de l'opinion publique qui voyait d'un bon oeil que l'élite péruvienne fasse l'épreuve de la condition quotidienne de la très grande majorité de la population: le manque d'eau, d'électricité, de nourriture, de soins médicaux, l'exiguïté des logements. Mais dès la troisième semaine de la prise d'otages, selon les dires de Diane Bachand, des organisations populaires ont commencé à manifester leur appui aux otages. Elles exprimaient par là le rejet catégorique de cette stratégie de lutte, utilisée aussi contre elles par l'armée, parce qu'elle va à l'encontre du droit inaliénable à la vie.

François Faucher, pour sa part, souligne que l'opposition politique ne peut pas capitaliser sur un déchaînement de la violence qui risque d'avoir des conséquences néfastes sur l'action démocratique rendue précaire par la fermeture des quelques espaces publics déjà peu nombreux et par l'action répressive des forces militaires. En effet, ce genre d'action risque de donner prétexte au renforcement de l'autoritarisme et de la militarisation du régime actuel.

Certes, plusieurs participants reconnaissent que cette action peut aussi accroître le mouvement d'insatisfaction face à Fujimori qui brigue un troisième mandat. De fait, les critiques se font entendre de plus en plus envers ses politiques néolibérales. Les vraies questions peuvent ainsi refaire surface: l'exclusion-marginalisation des pauvres, la condition des prisonniers, l'autoritarisme.

Cette prise d'otages peut donc renforcer ou au contraire affaiblir le régime en place. Mais ce qui est sûr pour tous les participants, c'est que la solution aurait été une intervention rapide mais sanglante, s'il n'en avait tenu qu'à Fujimori. À cet égard, des rumeurs ont circulé selon lesquelles des commandos antiterroristes, venant d'Israël et des E.U., étaient prêts à tout moment à prendre d'assaut l'ambassade du Japon. Les pressions internationales, et particulièrement celles du Japon, deuxième partenaire commercial du Pérou, auront refréné les ardeurs belliqueuses de Fujimori, l'incitant fortement à une solution pacifique du conflit, comme le voyage récent de celui-ci à Toronto en fait foi. Les participants



s'accordent pour dire que ce n'est pas dans l'intention du commando du MRTA d'abattre les otages.

Les négociations sont actuellement à huis-clos. On ne sait pas trop ce qui se trame. Ce qui est sûr, c'est que le commando du MRTA n'est pas pressé, on ne pense pas qu'une solution puisse être trouvée avant la fin mars.

Il paraît, selon les informations de François Faucher, qu'une proposition de solution, émanant des otages mêmes et appuyée par le commando du MRTA, avait été soumise au gouvernement dès les débuts du conflit, dans laquelle il était suggéré de regrouper les prisonniers politiques dans un seul lieu de détention, d'accorder un sauf-conduit aux membres du commando et de libérer des prisonniers sans antécédent et sans accusation de crimes de sang. Cela pourrait peut-être servir de base aux négociations.

Cependant, souligne Diane Bachand, le règlement «à rabais» de la crise pourrait entraîner d'autres prises d'otages, cette fois de la part de fractions actives du Sentier Lumineux.

De toute manière, selon les participants, que le gouvernement péruvien en sorte affaibli ou affermi, que le MRTA gagne la partie ou la perde, il est à craindre que le seul perdant assuré soit le peuple péruvien. En effet, quelle qu'en soit l'issue, le gouvernement donnera du lest à l'appareil répressif pour contrer d'éventuelles actions semblables, accentuant la militarisation de la société civile et l'étouffement des quelques espaces démocratiques existants. Certes, conclut Manuel Cisneros, seule une fin pacifique du conflit pourrait amoindrir ces conséquences. ♦

La démocratie existe-t-elle dans votre pays?

UN SYNDICALISTE BOLIVIEN, UNE PROFESSEURE UNIVERSITAIRE VÉNÉZUÉLIENNE, UN ARTISTE PÉRUVIEN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS, UNE INDIENNE ÉQUATORIENNE ET UNE DIRIGEANTE ÉTUDIANTE BRÉSILIENNE RÉPONDENT À CETTE QUESTION, DANS UN DOSSIER SUR LA DÉMOCRATIE EN AMÉRIQUE LATINE PUBLIÉ DANS NOTICIAS ALIADAS DE DÉCEMBRE DERNIER.

Vladimir Terceros

devenir libres. Mais aujourd'hui que la démocratie est revenue, on utilise la loi pour nous juger, nous mettre en prison et nous y laisser...», me disaient des compagnons emprisonnés. Le pouvoir judiciaire est devenu le meilleur, pour ne pas dire le plus grand mécanisme de répression.

La Bolivie est sortie de la dictature militaire en 1982, mais en 1985, on a introduit chez nous le programme d'ajustement structurel avec le modèle néolibéral. La lutte pour la démocratie n'a jamais visé le bénéfice de quelques-uns. Mais aujourd'hui, sous prétexte de démocratie, le gouvernement approuve des lois qui vont à l'encontre du sentiment de la grande majorité des gens, des lois unilatérales pour implanter la politique de l'ajustement structurel. C'est la dictature au sein de la démocratie.

Dans cette démocratie, il y a deux classes de citoyens: la première a droit aux conditions de vie et aux revenus les meilleurs et elle peut changer les lois pour moderniser le pays.

L'autre classe, la majorité, c'est celle des artisans de

«...Pendant la dictature militaire en **Bolivie**, on croyait qu'avec la restauration d'un système démocratique nous allions re-

la démocratie. Mais lorsque nous demandons des augmentations de salaire, ils nous disent que nous causons du tort à l'économie et que nous voulons revenir à l'inflation galopante d'avant. Lorsque nous demandons des changements dans les lois, on nous traite de rétrogrades qui mettent en danger la nation. Alors, on nous condamne à demeurer en marge des transformations de ce pays.



Dans cette démocratie, il y a deux classes de citoyens: la première a droit aux conditions de vie et aux revenus les meilleurs et elle peut changer les lois pour moderniser le pays.

Lamentablement, cette démocratie n'est pas représentative. Ce n'est pas celle pour laquelle nous nous sommes battus. Le gouvernement a utilisé et changé avec ruse quelques-unes des idées que nous, les travailleurs, avions mises de l'avant dans nos revendications. Pour nous, la capitalisation des entreprises de l'État signifie leur donner les ressources pour se développer, les aider à atteindre leurs

objectifs en les libérant de l'asphyxie qu'elles subissent. Pour le gouvernement, la capitalisation ne consiste à rien de plus qu'à une manière voilée de privatiser ces entreprises.

Avec son programme de Participation Populaire le gouvernement cherche à retirer sa reconnaissance aux organisations légitimement constituées pour la donner à des organismes soumis à sa volonté ne servant qu'à appuyer le parti qui gouverne.

Quelle morale tirer de cela? Nous nous sommes battus pour la démocratie, mais on y applique des mesures que même la dictature n'avait jamais osé approuver..."

Elsa Cardoso

parons la situation actuelle avec le projet que nous avons élaboré en 1985 au moment de proclamer la démocratie au Venezuela. La démocratie qui s'est organisée a été le fruit d'un accord au sommet entre les dirigeants des partis politiques - bien que le parti communiste en ait été exclu -, avec la participation de l'Église, des forces armées, des syndicats et du patronat.

Je crois que nous nous sommes contentés de faire le premier pas qui a consisté à penser la démocratie à partir d'en haut, et que nous avons oublié qu'il fallait l'entretenir, la consolider, la fortifier dans les bases de la société civile.

Je crois que cela s'explique par deux raisons principales. La première est en rapport avec l'abondance du pétrole. Grâce à cette richesse énorme, le gouvernement pouvait distribuer des bourses, des subsides et des dons à droite et à gauche. Tout le monde en profitait un peu. Cela peut expliquer pourquoi nous nous sommes laissés aller: le système était efficace et gratifiant pour nous.

Puis, dans la mesure où les ressources étaient là et

"...C'est une question qu'au **Venezuela** nous nous posons effectivement. Maréponse est que nous avons très peu de démocratie, si nous com-



que tout le monde vivait plus ou moins bien, nous ne voyions pas l'utilité de développer chez nous les responsabilités et les valeurs démocratiques. La principale crise de la démocratie vient de ce que nous parlons de démocratie avec participation quand il n'y a pas vraiment de culture de participation au Venezuela.

Nous avons commencé à sentir que nous n'avions pas tellement de démocratie quand les ressources commencèrent à manquer. Nous ne pouvions plus payer la dette du pays. Nous avons alors commencé à voir croître la pauvreté, la misère et les inégalités sociales, avec une énorme quantité de gens vivant dans l'exclusion.

Nous retrouvons aujourd'hui au Venezuela un désenchantement et un laissez faire très dangereux; on attend toujours la venue d'un leader ou d'un Messie pour nous sauver. D'abord on a cru que ce serait Rafael Caldera, le président actuel. Maintenant on se tourne vers la mairesse de la

municipalité de Chacao, dans Caracas, Irene Saez; c'est cette ex-Miss Univers qui reçoit le plus d'appui des gens pour être la prochaine candidate à la présidence du Venezuela. Mais on attend un salut sans qu'il y ait à la base la construction de mécanismes sains de participation.

Je crois que nous nous sommes contentés de faire le premier pas qui a consisté à penser la démocratie à partir d'en haut, et que nous avons oublié qu'il fallait l'entretenir, la consolider, la fortifier dans les bases de la société civile.

L'obstacle le plus difficile qu'on doit surmonter pour construire notre démocratie, c'est qu'on ne voit pas, à longue échéance, comment. Mais il faudra y faire face; nous ne pouvons pas nous défilier quand aujourd'hui, au Venezuela, 80% des gens sont exclus d'une manière ou d'une autre du système socio-politique vénézuélien, du circuit économique normal...»

Norma Falconí

«...Les gouvernements nous demandent notre vote, mais ils ne nous demandent pas notre avis par la suite. La démocratie en Équateur, c'est seulement cela,

une demande de votes et, tout au plus, la nomination de quelqu'un pour faire semblant de répondre à nos besoins, mais sans vraiment s'en soucier. Ainsi en est-il du bureau des Affaires indigènes et maintenant du ministère des Ethnies. Ce ministère est une

mettent pas l'exercice de la représentation. Ce n'est pas avec l'organisation d'un show folklorique qu'on atteint une démocratie authentique.

Les politiciens appellent à l'unité, mais ils entendent par unité celle qui se fait autour d'eux, autour de l'acceptation de leurs programmes. En renonçant ainsi à notre devoir d'exiger la réciprocité, nous laissons les politiciens libres de faire ce qui sert le mieux leurs intérêts; les organisations, «les bases» comme ils les appellent, n'ont alors qu'à se reposer jusqu'à ce que revienne la prochaine période électorale.

Ce qui est encore plus grave en Équateur, c'est que malgré le fait que la Constitution garantit la participation de la société civile organisée, on ne puisse rien faire parce que la loi organique, que devraient créer les législateurs, n'existe pas. En effet, cette loi détruirait le clientélisme des partis, alors ils préfèrent ne rien faire.

Peut-être qu'une véritable démocratie n'est qu'un rêve des indigènes, des organisations non gouvernemen-

La démocratie c'est partager l'exercice du gouvernement pour résoudre ensemble les problèmes communs et particuliers. Les gouvernements recherchent l'image de la représentation; cependant, ils ne permettent pas l'exercice de la représentation...

autre création de ce type de démocratie; au lieu d'assumer nos besoins, il sème la division dans l'organisation indigène. C'est cela que fait la démocratie que nous vivons: elle nous donne une fausse idée de la liberté, parce que sous prétexte de liberté on favorise la création de beaucoup de groupes minuscules divisés selon les croyances de chacun et cela favorise des intérêts étrangers aux nôtres.

La démocratie c'est partager l'exercice du gouvernement pour résoudre ensemble les problèmes communs et particuliers. Les gouvernements recherchent l'image de la représentation; cependant, ils ne per-

tales ou des organisations populaires. En tout cas, la démocratie réelle doit être participative et ne pas s'appuyer seulement sur des représentations. Elle doit être équitable, c'est-à-dire offrir un gouvernement qui soit au service de tous les secteurs de façon responsable, sobre et égalitaire. Elle doit être pluraliste, non divisionniste, parce que le pluralisme n'est pas la division à l'infini des gens en groupes dichotomiques mais la somme des idées pour engendrer un monde pacifique, durable, digne, équitable et respectueux des expressions et des besoins de tous les secteurs...



Víctor Delfín

«...Absolument pas. C'est une autocratie. En général au **Pérou**, il n'y a jamais eu de démocratie. Nous employons trop facilement le mot démocratie. Mais la démocratie est autre chose; elle

devrait être une réalité vivante avant d'être une idée qu'on utilise. Dans cette réalité, les gens voteraient librement, et ils seraient libres de ne pas voter s'ils ne veulent pas. Ils ne seraient pas obligés de payer des impôts; ils le feraient librement. On y assurerait l'éducation aux enfants et la santé aux malades; on n'y verrait pas de chômage ni le triste abandon des

Il nous faut réaffirmer la société civile pour que les enfants, les jeunes, les personnes âgées, les femmes, tous, nous puissions vivre un jour dans une société vraiment démocratique...



personnes âgées. Au Pérou on semble croire que ces choses-là sont de l'ordre du miracle.

Il nous faut réaffirmer la société civile pour que les enfants, les jeunes, les personnes âgées, les femmes, tous, nous puissions vivre un jour dans une société vraiment démocratique...

Ana Cristina Lemos Petta

«...Au **Brésil** on ne vit pas dans une véritable démocratie, parce qu'il n'y a pas de démocratie sociale. Nous vivons actuellement dans une société plus ouverte qu'à l'époque de la dictature militaire (1964-1984). Nous avons conquis beaucoup de choses comme la fin de la censure dans les médias et la légalisation des partis politiques obligés auparavant à vivre dans la clandestinité.

Il y a donc une ouverture démocratique; mais pour atteindre une véritable démocratie, nous avons besoin de profonds changements structurels dans la société. Sans ces réformes, nous n'aurons pas de véritable démocratie sociale. Il n'y a pas de démocratie, par exemple, si une grande partie de la société n'a pas encore accès à la culture, à la santé ou à l'éducation. Il nous faut pour cela des mesures comme la réforme agraire et une meilleure répartition des revenus pour réduire au moins les inégalités.

Les mouvements des femmes et des noirs ont beau-



coup progressé; ils ont obtenu quelques victoires. Mais on trouve encore au Brésil une discrimination très grande envers ces secteurs qui constituent la majorité. La femme, spécialement, exerce un rôle de plus de poids en politique, mais le machisme et les préjugés sont encore très grands.

On peut dire la même chose des jeunes Brésiliens. La génération actuelle qui est née et a grandi pendant la dictature militaire, a eu peu d'accès aux idées et à la culture. Malgré cela, la volonté de participation des jeunes dans la vie politique du pays est très grande, comme on l'a vu lors de la destitution du président Collor de Melo. Dans les écoles et les universités les jeunes désirent s'organiser de plus en plus pour contribuer à la formation d'une véritable démocratie...» ♦

Les mouvements des femmes et des noirs ont beaucoup progressé; ils ont obtenu quelques victoires. Mais on trouve encore au Brésil une discrimination très grande envers ces secteurs qui constituent la majorité.

Le miracle économique chilien

D'après Dial, 1-15 février 1997

LE CHILI VIT UN PROCESSUS DE CONSOLIDATION DÉMOCRATIQUE ET DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DEPUIS PRESQUE DIX ANS. TOUTEFOIS, CE QUE L'ON DÉSIGNE COMME LE «MIRACLE» ÉCONOMIQUE CHILIEN NE PRÉSENTE PAS MOINS QU'AILLEURS DES EFFETS PERVERS. EN EFFET, QUATRE MILLIONS DE CHILIENS SUR UNE POPULATION DE 14 MILLIONS VIVENT DANS LA PAUVRETÉ: ILS N'ONT PAS ACCÈS AUX BIENS ET AUX SERVICES ESSENTIELS TELS QUE LA SANTÉ, LE LOGEMENT OU L'ÉDUCATION ET CELA EN DÉPIT D'UNE CROISSANCE SOUTENUE SUPÉRIEURE À 6 %. CETTE DISTRIBUTION INÉGALITAIRE DU REVENU NATIONAL, MALGRÉ CERTAINS EFFORTS ACCOMPLIS PAR DEUX GOUVERNEMENTS DÉMOCRATIQUES QUI ONT PERMIS UNE DIMINUTION DES INDICATEURS DE PAUVRETÉ À L'ÉCHELLE NATIONALE, CRÉE UN ÉCART GRANDISSANT ENTRE LES SECTEURS LES PLUS PAUVRES ET LES PLUS RICHES DE LA SOCIÉTÉ. LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE N'A DONC PAS FAVORISÉ UNE MEILLEURE DISTRIBUTION DU REVENU.

Cette situation a pour conséquence que la perception dans l'absolu, de l'amélioration du bien être matériel de la population cède du terrain à l'insatisfaction que provoquent les inégalités dans l'accès aux biens et aux services. Cela est évident dans le discours des personnes qui vivent dans des conditions de pauvreté et dans celui de leurs leaders. Pour eux la pauvreté est la conséquence de très nombreuses inégalités. Le manque de travail ou les mauvaises conditions d'emploi entraînent de faibles gains, une promiscuité ou une précarité de logement, des problèmes de santé et de détérioration de la vie familiale. Ils ont conscience de ce que la croissance économique ne signifie pas pour eux des bénéfices semblables à ceux d'autres secteurs; ils sentent que leur voix n'a pas de poids dans les décisions qui sont prises et que le concept de participation a progressivement acquis une connotation purement économique.

Un témoignage parmi tant d'autres

«Moi je mange tous les jours du pain sec et quand ça marche bien pour moi je m'achète une *empanada* (met typique du Chili). Je vis à Peñadolen, tout en haut. Je me lève tous les jours à 5 h 30 du matin et je descends à pied jusqu'à Tobalaba pour économiser un billet de transport. Là je prends un bus qui m'amène jusqu'à la station de métro École militaire. À 6 h 50 je commence mon travail de garde de voitures. Quand ça marche pour moi je me fais en plus quelques lavages. À 17 h je prends le chemin du retour. Je prends deux minibus et j'arrive vers les 18 h. Quand il pleut c'est mauvais pour moi parce que toute la journée dans la rue je souffre du froid et aucun lavage de voiture ne se présente. Les jours ordinaires je gagne quelques 2 000 pesos (300 pesos chiliens valent environ 1 \$), mais comme je paie trois billets de trans-

port il me reste à peine plus de 1 500. Les jours fastes, avec les lavages, j'arrive jusqu'à 4 000 pesos. C'est ces jours-là que je m'achète une *empanada*».

Il n'est pas pauvre don José. Il a 64 ans. Il est né à San Fabián de Alico et dans sa jeunesse il a travaillé aux champs. Puis il est venu à Santiago et il a travaillé plusieurs années dans des usines. On lui a retenu des cotisations, grâce à quoi, quand il aura 65 ans, il pourra toucher sa retraite. Mais pour l'instant il n'a que ce qu'il gagne en gardant et en lavant des voitures à Las Condes. Il vit avec sa fille, son gendre et trois petits enfants.

Il n'est pas techniquement «pauvre» don José. Il reçoit quelques 55 000 pesos par mois et en dépense quelques 10 000 en frais de déplacement pour aller travailler. Avec ce qu'il lui reste, il est bien au-dessus de ce que l'on appelle le «seuil de pauvreté» car il n'a plus personne à faire vivre. Il dispose de 1 500 pesos par jour pour ses dépenses et peut en consacrer 750 à se nourrir.

Il n'est pas pauvre don José. Je ne le rencontre pas le soir vers 8 h quand je viens reprendre ma voiture près du métro. «Je ne peux pas rester si tard parce que je suis très fatigué quand je termine».

Il n'est pas pauvre don José. En hiver, il marche une demi-heure tôt le matin dans l'obscurité et le froid pour économiser un billet d'autobus. Il travaille 50 heures par semaine, beau temps mauvais temps. Il mange du pain sec pendant sa journée de travail, et parfois, une *empanada*. Quand il a pris froid, qu'il a la grippe, il le supporte et puis voilà. Personne ne lui prélève de cotisations obligatoires, s'il tombe malade il ne peut pas avoir recours au FONASA (Fonds national de santé). Mais il sourit toujours et il reçoit avec reconnaissance les pièces que lui laissent ses clients. Il n'est pas pauvre don José. ♦

Portrait d'un révolutionnaire

Par Steven Kaal

Par les temps qui courent, on remarque un intérêt grandissant pour la vie et le personnage du Che. Des colloques, des articles, des hommages et des célébrations s'inspirent de son engagement. À l'approche du 30^e anniversaire de sa mort survenue en Bolivie et qui sera célébré l'automne prochain, on se souvient de lui avec une certaine nostalgie peut-être, comme d'une période où on avait des héros et où les enjeux étaient plus nettement définis.

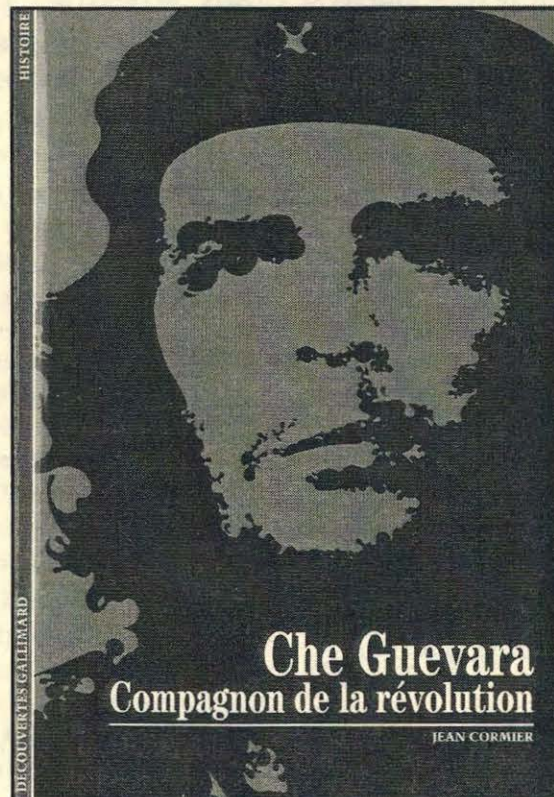
Che Guevara n'était certainement pas un saint, malgré l'hagiolatrie à laquelle on l'a soumis. Frappé par la pauvreté et la misère en Amérique latine, le Che a pris son destin en mains, il consacra sa vie à la lutte pour la justice sociale. On pourrait bien imaginer de quelle manière l'histoire récente du continent aurait été différente si Guevara avait pris le chemin de l'action non violente. Le fait qu'il choisit de combattre l'injustice à travers la lutte armée a marqué et influencé plusieurs générations qui l'ont suivi. Il est devenu l'incarnation de la mystique révolutionnaire.

Ernesto Guevara a laissé derrière lui un ensemble important d'écrits, bien que sa production littéraire ait toujours été éclipsée par son vécu fulgurant. Ses chroniques de la guerre révolutionnaire à Cuba, son journal intime écrit en Bolivie, ses manuels sur la guerre de guérilla, ses discours et ses lettres ont été lus avec avidité en Amérique latine et dans le monde entier pendant des décennies. Mais ce n'est que tout

récemment que d'autres écrits ont été rendus publics telles les chroniques de la guerre révolutionnaire qu'il avait menée au Congo en 1965-66 et son journal intime, commencé à l'âge de 23 ans quand il

entreprit son voyage à travers le continent sud-américain avec son ami Alberto Granado.

Dans la série «Découvertes Gallimard», une parution récente nous offre la biographie en mots et en images de Guevara et de son temps. C'est l'ouvrage d'un journaliste français, Jean Cormier, qui connut le père du Che, Ernesto Guevara Lynch, en 1981, et qui deviendra, dès lors, un passionné de la vie du Che. Son livre, «Che Guevara: compagnon de la révolution» fait le point sur la vie du personnage et constitue surtout une excellente introduction à l'oeuvre et à la vie du Che, donnant le goût d'en savoir plus. L'auteur fait la



synthèse des faits et des dates déjà connus de la vie de cet homme qui a tellement marqué la deuxième moitié de ce siècle qui s'achève. Quelle que soit l'utilisation de cet ouvrage, c'est une lecture fortement recommandée.

«Che Guevara: compagnon de la révolution», ainsi que plusieurs écrits du Che en espagnol et français sont disponibles à la Librairie Abya Yala, 4555 boul. St-Laurent à Montréal (514) 849-4908 ♦

Par Vivian Labrie de retour de la rencontre du
SICSAL à Panama, du 3 au 7 février 1997

«Nous sommes des fourmis bien chargées et sur le chemin nous nous sommes rencontrés»

L FAUDRAIT VOUS PARLER DE GLORIA, MARCELLINO, DON SAMUEL, DON PEDRO, DON HERIBERTO, MARTÍN, MERCÉDEZ, MICHELLE, SOLEDAD, WALTER, GUSTAVO, EDDY, JANETH, JAVIER, DANIEL, BLASE, SHON, PABLO, PAULA, DOMINGO, ERIK, ABDAL, CECILIA, MARILEN, ADRIANA, JULÍN, JUAN, MIGUEL, CARMEN, JESÚS, DON THOMAS, CONRADO, JUAN, ROSARIO, MANUEL, MANUELA, ROY, GUIDO... ET BIEN D'AUTRES.

Vilma Mungía et moi revenons tout juste de l'assemblée du SICSAL (Secrétariat international chrétien de solidarité avec l'Amérique latine Oscar A. Romero), à laquelle nous étions déléguées par la Coalition Romero. La rencontre de cette année a regroupé des participant-e-s de 18 pays. Nous avons évalué les activités du SICSAL dans la dernière année, partagé nos conjonctures nationales et régionales (nous sommes tous et toutes dans le néolibéralisme jusqu'au cou et au-delà!) et planifié notre activité collective pour la prochaine année.

Il faudrait vous dire qu'à Panama:

- ❖ nous avons décidé que le SICSAL aurait une co-présidente au côté des évêques et que ce sera Soledad, noire, Dominicaine, enseignante, active auprès des réfugiés haïtiens, 5 enfants!
- ❖ nous avons fait une prière oecuménique devant des bases militaires américaines (qui n'en finissent plus de vouloir partir en essayant de rester) en nous rappelant les victimes de la répression dans plusieurs pays;
- ❖ nous avons convenu de maintenir un appui à l'Assemblée du peuple de Dieu (APD), de voir le jubilé de l'an 2000 comme une occasion d'ef-

facier les dettes extérieures des pays du tiers monde, de travailler à un oecuménisme réel, de maintenir et de développer une solidarité particulière face aux situations vécues à Cuba, au Panama, dans le Chiapas, au Guatemala et en Colombie (pour ainsi dire en état de guerre), de chercher des alternatives au néolibéralisme.

Don Sam, comme certains appellent affectueusement Samuel Ruiz, archevêque de San Cristobal de las Casas au Chiapas et médiateur très engagé dans la cause autochtone, a parlé de développer une culture de paix. Pedro Casaldàliga tient beaucoup à ce que l'utopie se traduise en organisation. Don Heriberto porte avec fierté l'insigne «Coude à coude» du 8 mars québécois de cette année, que nous avons placé sur son étoile lors d'une célébration en signe d'espérance et d'obstination dans la lutte pour qu'un jour l'utopie fasse un espace aux femmes dans l'Église catholique jusque dans le sacerdoce. Il a été question des exclus, notamment les *indios* et *negros*, les femmes et les jeunes, et des *desechables*, un terme utilisé pour désigner les personnes «de trop», à éliminer ou à jeter après usage, que ce soient les enfants de la rue, ou des leaders d'organisations sociales et populaires. Soledad a affirmé l'importance de rester à la base. Daniel Rodriguez a répondu à mes questions dans le

ton zapatiste: le leadership? Il faut le mettre au service de la communauté, prendre les décisions ensemble, consulter. Les divisions de la gauche? C'est comme pour l'oecuménisme, il faut chercher et travailler ce qui nous unit et non insister sur ce qui nous divise. Samuel Ruiz a parlé de la tension entre démocratie électorale et démocratie participative, cette dernière constituant de beaucoup la vraie opposition dans nos sociétés néolibéralisées où les partis politiques en viennent à se ressembler tous (nous avons bien vu, n'est-ce pas, l'automne dernier, que nous constituions la vraie opposition avec l'appauvrissement zéro!). L'idée n'étant pas de prendre le pouvoir mais de le construire et de l'exercer, comme l'affirment d'ailleurs les zapatistes. Le vrai pouvoir que nous ayons, c'est un pouvoir de convocation, d'ouverture, d'écoute, et une spiritualité qui le permette.

Une petite phrase de Blaise Bompiane me poursuit: «Quand les droits (à la santé, à l'éducation, au travail, etc.) augmentent dans une société, l'argent baisse.» C'est comme le x de la loi de l'offre et de la demande, mais autrement. Serait-ce le schéma explicatif de notre résistance alternative à la loi du marché, et de la répugnance des tenants de la loi du marché à un projet de société basé sur les droits? Une chose est certaine en tout cas: quand une communauté dans ses valeurs profondes est persuadée d'un droit, elle s'organise pour l'assurer et l'argent alors n'est pas un obstacle pour elle. Au besoin, elle a recours à la fiscalité. Mais quand une communauté est dominée par l'argent et par la nécessité d'en faire toujours plus, elle oublie bien facilement les droits et pourquoi elle s'était organisée pour les assurer.

Et si vous voulez savoir ce qu'est un engagement réaliste, voici ce que Soledad, qui voit tant de gens

souffrir de l'oppression autour d'elle, répond quand je lui demande:

- *Nunca te desanimas?* (Tu ne te décourages jamais?)

- *No me desanimo, pero lloro* (Je ne me décourage pas, mais je pleure).

Nous avons pleuré avec elle pendant la rencontre en apprenant que des milliers de familles haïtiennes, résidentes sans papier en République dominicaine depuis de nombreuses années, avaient été déportées brutalement vers Haïti. Mais elle ne s'est pas découragée. Peut-être devrions-nous, nous aussi, moins nous décourager et pleurer davantage.

Panama est un carrefour de la mondialisation: de l'argent, des suprématies (on nous a montré la base militaire US où était située l'ancienne école de torture des Amériques et nous sommes passés par le quartier El Chorillo, détruit lors de l'invasion militaire US de 1989), mais aussi des cultures (noire des Caraïbes, indigène, espagnole, asiatique, gringa), de l'espérance active (comme cette paroisse *Cristo hijo del hombre*, dans le quartier San Miguelito, qui est la grand-mère des communautés de base qui existent maintenant partout).

C'est ainsi que nous nous sommes retrouvés au carrefour de l'oecuménisme, de la mondialisation des solidarités, avec nos contradictions, avec nos nord (nous devrions en passant nous occuper davantage de ce que font ici et ailleurs nos entreprises minières!), sud, est et ouest un peu déboussolés, et le sentiment que maintenant vient une nouvelle étape dont on sait peu de choses sinon qu'elle devra faire de la place pour toutes sortes de mondes dedans. ♦

(Note: la prochaine rencontre aura lieu à Riobamba, Équateur, fin août 1998.)

Par Joëlle Chevrier

DANS LE CADRE DE LA PREMIÈRE CONFÉRENCE PARLEMENTAIRE DES AMÉRIQUES, DES REPRÉSENTANTS DE TOUS LES PARLEMENTS DU CONTINENT SE RÉUNIRONT POUR RÉFLÉCHIR SUR LEUR RÔLE DANS LE PROCESSUS D'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DES TROIS AMÉRIQUES. CONVOQUÉE PAR JEAN-PIERRE CHARBONNEAU, PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC, CETTE CONFÉRENCE QUI SE DÉROULERA DU 18 AU 22 SEPTEMBRE A POUR THÈME «VERS LES AMÉRIQUES DE 2005: DÉMOCRATIE, DÉVELOPPEMENT ET PROSPÉRITÉ». MONSIEUR CHARBONNEAU A BIEN VOULU RÉPONDRE À NOS QUESTIONS AU SUJET DE CET ÉVÉNEMENT.

D'où est venue l'idée d'organiser une telle conférence?

Cette conférence s'inscrit dans la foulée d'une autre conférence, celle de Miami, en 1994, où l'ensemble des chefs d'État des 35 pays d'Amérique étaient présents. Le Gouvernement américain avait convoqué ses partenaires économiques pour déterminer des objectifs pour les années à venir. Ils ont fixé l'an 2005 comme date charnière pour en arriver à un accord de libre-échange entre les pays des Amériques. D'autre part, ils voulaient aussi renforcer la démocratie, améliorer la situation des populations et faire en sorte que les parlementaires établissent de meilleurs rapports entre eux. L'Assemblée nationale du Québec a repris un des éléments: l'idée de réunir les parlementaires d'un peu partout. Dans le cadre d'une conférence internationale, elle a alors invité les représentants de tous les parlements pour discuter d'abord des conséquences de l'intégration économique et, dans un deuxième temps, pour voir dans quelle mesure les représentants des populations pourraient s'associer davantage au processus d'intégration économique qui est en cours.

Compte tenu que l'Assemblée nationale est membre d'autres associations parlementaires, celles-ci n'auraient-elles pas pu prendre cette initiative? Qu'est-ce que cette conférence parlementaire va apporter de plus?

Il n'y a pas d'associations interparlementaires des Amériques. Il y a une association aux États-Unis, The Council of State Governments, qui réunit des États américains; le Québec en est un membre associé. Il

est aussi membre de l'Association des parlementaires du Commonwealth, tout comme celle de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française.

Ce que cette conférence va apporter de plus, c'est que, pour la première fois, des parlementaires vont se saisir solidairement d'un certain nombre de sujets d'intérêt commun. Ce sera un premier forum où les parlementaires jetteront peut-être, on l'espère, les bases d'une nouvelle association interparlementaire qui regroupera tous les parlements d'Amérique. On parle d'intégration pour 2005, mais il n'existe aucune structure où les parlementaires peuvent se réunir, pour partager leur expérience, pour analyser la situation, de mieux exercer leur responsabilité auprès des populations. Dans la mesure où l'on parle de promotion ou de renforcement de la démocratie, cela passe, entre autres, par une implication plus grande des élus. Ceux-ci ont des responsabilités à assumer, et il est important qu'ils les assument bien et, pour cela, il faut qu'ils comprennent parfaitement les enjeux de ce qui est en train de poindre à l'horizon.

Quand on parle d'intégration économique, il n'y a pas juste des conséquences économiques, il y a aussi des conséquences politiques, sociales et culturelles. En ce moment, on vit des conséquences partielles avec l'ALÉNA, car ce traité de libre-échange ne concerne que le Canada, les États-Unis et le Mexique. Il existe aussi des accords entre un certain nombre de pays d'Amérique latine, mais aucune structure ne relie l'ensemble des États des trois Amériques y compris les Antilles.

On dit souvent que l'économie a dépassé le politique, qu'il contrôle de plus en plus le monde. Est-ce que les politiciens veulent se réapproprier le pouvoir?

Ce que l'on constate, c'est que ce sont les gouvernements et les grands bureaucrates (ministères, présidents, hauts fonctionnaires des gouvernements et de certaines organisations) qui sont en train de ficeler l'avenir, alors que les parlementaires, les élus, les députés, les sénateurs ne sont pas dans le coup. Ils veulent avoir leur mot à dire, d'autant plus que, en terme de démocratie, on organise l'avenir pour qui? On va l'organiser en fonction du bien commun, pour l'ensemble des populations qui sont concernées. De toute façon, c'est pour elles qu'on le fait, ce sont elles qui vont vivre les conséquences négatives et positives de cette intégration. Il est donc normal que ceux qui représentent ces populations disent: «Écoutez, on est concernés, on doit l'être et on doit l'être encore plus.»

Cette association va-t-elle pouvoir mener à des concertations, à des recommandations ou permettre l'établissement d'une charte sociale comme celle de la Communauté économique européenne?

La construction de l'Europe confédérale a pris beaucoup de temps et n'est pas terminée. Il n'est pas évident que le modèle américain en sera un confédéral où il y aura éventuellement une instance parlementaire. Ce que nous cherchons à créer, c'est une formule comme celle qui existe dans la francophonie, c'est-à-dire une assemblée, un forum privilégié où des parlementaires décident de se réunir, de traiter d'un certain nombre de sujets qui préoccupent une grande partie de la population. Et, par leur conclusion, peut-être feront-ils des recommandations sur des questions qui leur apparaissent importantes.

Qui attendez-vous à cette conférence?

Il y a 125 députés à l'Assemblée nationale. Plusieurs ont été sensibilisés y compris ceux des régions. Ce sera un événement historique. Peu de députés souhaiteront ne pas participer à ce défi. De plus, on attend entre 700 et 800 personnes. Il y a 35 pays, on espère qu'il y aura des élus des 302 systèmes parle-

mentaires centraux et régionaux formés en Amérique. Il y aura aussi des représentants des parlements européens qui participeront à l'événement.

La difficulté, c'est de réunir toutes ces personnes qui viennent de très loin et qui vivent des situations socio-économiques, budgétaires et politiques qui n'ont rien à voir avec ce que l'on connaît ici. Lorsqu'on invite des représentants brésiliens, mexicains, toutes ces personnes n'ont pas les mêmes moyens financiers. Nous souhaitons que cette conférence à Québec ait non seulement une résonance auprès des gens de chez nous, mais aussi auprès des populations concernées dans les trois Amériques.

Est-ce que cette conférence est avantageuse pour le Québec dans une éventuelle souveraineté?

C'est bon dans l'optique fédéraliste et souverainiste. L'avenir passe par une éventuelle intégration continentale, par un rapprochement des liens politiques, sociaux et culturels entre les populations des Amériques. Alors, que le Québec soit un pays ou une province canadienne, cet agenda reste incontournable. C'est pourquoi l'Assemblée nationale du Québec a reçu un appui inconditionnel tant du gouvernement du Québec que du gouvernement fédéral. Au-delà des différences idéologiques, on a reconnu que l'Assemblée nationale a eu une bonne idée, et que celle-ci doit être réalisée. Plusieurs trouveront leur compte qu'ils soient fédéralistes ou souverainistes. Dans les coulisses, chacun y livrera son message ou son lobby particulier.

D'autre part, il y a quatre langues officielles dans les structures de l'Organisation des États d'Amérique, l'anglais, l'espagnol, le portugais et le français. Nous, les francophones, nous représentons moins de 1/2 de un pour cent de la population des trois Amériques qui comptent environ 900 millions d'habitants. Si on ne veut pas que l'avenir qui se prépare, qui s'organise ne se fasse pas à l'encontre des intérêts des francophones, il faut que l'on prenne des initiatives, que l'on prenne les devants. Ce n'est pas parce que les francophones des Amériques sont minoritaires qu'il faut les laisser pour compte. C'est donc de la responsabilité de l'Assemblée nationale, seul parlement représentant une majorité francophone, de protéger ces intérêts. ♦

«Don Sergio vive»

(Don Sergio est toujours vivant)

Par Clotilde Lemay

C'EST LE TITRE D'UNE PUBLICATION DONT SE CHARGE UN GROUPE DE DIOCÉSAINS ET DIOCÉSAINES DE CUERNAVACA, AU MEXIQUE, DANS LE BUT DE RAPPELER OU DE FAIRE CONNAÎTRE TOUTE LA RICHESSE DE LA PENSÉE ET DE L'ENGAGEMENT DE CELUI QUI FUT LEUR PASTEUR PENDANT PLUS DE TRENTE ANS.

Cinq ans déjà depuis son décès à l'âge de 84 ans, le 6 février 1992.

En novembre 1990, Don Sergio Mendez Arceo avait participé, ici même à Montréal, à une rencontre internationale du SICSAL * qui regroupait des délégué-e-s de plusieurs pays d'Europe et d'Amérique.

Nous, du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine, qui avons eu le privilège de connaître Don Sergio et de travailler avec lui, voulons profiter de ce 5e anniversaire pour nous remémorer avec les lecteurs et lectrices de *Caminando*, quelques aspects de cette personnalité qui a marqué l'histoire de toute l'Amérique latine et que la spontanéité populaire appelle «le Patriarche de la Solidarité».

Cet homme a fait des remous dans l'Église de son temps qu'il voulait fidèle à l'esprit de Jésus, donc solidaire des exclu-e-s, des appauvri-e-s, des peu-

ples en quête de libération. Les critiques, les dénunciations, les persécutions, même les outrages ne lui ont pas fait défaut.

Dans un vidéofilm ** réalisé en à mémoire, une très belle production où l'on croirait entendre Don Sergio lui-même nous livrer l'histoire de sa vie, de ses luttes et l'amour de son peuple, on met dans sa bouche les paroles suivantes :

«En réalité, tous ces événements (critiques, etc.) au lieu de me faire reculer, m'encourageaient. Dans ma recherche de l'utopie du Règne de Dieu, peu m'importait que certains m'appellent Mendez Ateo (Mendez Athée) parce que je ne croyais pas en leur

dieu oppresseur. Pas plus que je ne me suis trop inquiété quand, à Riobamba, avec mon ami Leonidas Proaño et d'autres frères évêques, la police nous a arrêtés. Nous étions devenus des évêques dangereux...».



Évoquer le souvenir de Don Sergio,

c'est refaire avec lui l'histoire de trente années
du peuple et de l'Église du Mexique et de toute l'Amérique latine;

c'est cheminer avec le peuple appauvri, se laisser
transformer par lui;

c'est prendre parti pour les paysans chassés
de leurs terres, pour les grévistes de Nissan,

c'est revivre les luttes de libération du Chili,
du Nicaragua;

c'est se faire solidaire de Cuba, avec évidemment
toutes les ambiguïtés liées à ces engagements
car, «il n'y a rien de chimiquement pur» se plaisait-il à
répéter;

c'est se laisser émerveiller par une cathédrale
à laquelle on redonne sa beauté originelle, à laquelle
on redonne la vraie vocation de son architecture qui
est d'évangéliser le peuple de Dieu et d'ouvrir très
largement ses portes aux plus pauvres, aux exilés du
Guatemala, du Salvador et de tant d'autres pays;

c'est vivre avec sérieux et un certain humour
l'adversité comme les honneurs,

c'est laisser pleuvoir les insultes (venues souvent
de haut!) et ne jamais plaider sa propre défense...

c'est écrire pour dénoncer l'injustice, la torture,
pour encourager, féliciter;

c'est proclamer et commenter la Parole de Dieu
écrite et «acontecida» ***;

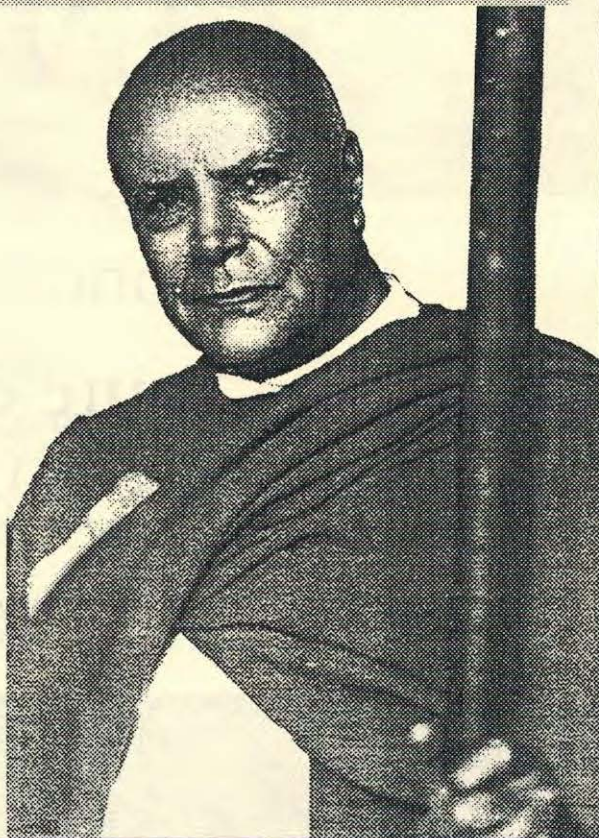
c'est aussi n'avoir jamais de repos.



*Repose en paix, si tu peux Don Sergio
car nous ne te laisserons pas tranquille.
Cette cathédrale que tu as dénudée
pour qu'elle soit pour nous
chant et musique
mariachi et peuple
vie et pâque
Repose en paix, Don Sergio
ami, frère, rejeton de Tlalpan
moine d'Ocoatepec
Sergio de Cuernavaca
repose en paix si tu peux
mais nous ne te laisserons pas inactif.*

*Ce coeur universel
gigantesque colombe en vol
Patriarche d'Amérique, Don Sergio
repose en paix si tu peux
nous ne te laisserons pas tranquille.*

Pedro Casaldàliga



* SICSAL : Secrétariat International chrétien de Solidarité avec l'Amérique latine, Oscar A. Romero

** La catedral abierta de Don Sergio Vidéo de 35 min.
version en espagnol. Disponible au Comité chrétien
pour les droits humains en Amérique latine.

*** Qui se passe dans la vie.

ROMERO 1997



«Dénoncer
toute eXclusion ,
c'est le début
de la solution»

DIMANCHE LE 23 MARS 1997

DIMANCHE LE 23 MARS 1997

Commémoration de l'assassinat de Mgr Oscar Romero

À la paroisse St-Grégoire Legrand
7930, rue Marquette (coin Tillemont)

Programme

12 h 00 Messe (en français et en espagnol)

14 h 00 Dîner

(pupusas et tamales salvadoriens)

15 h 00 Animation et réflexion
sur le thème de l'exclusion

17 h 00 Clôture

Métro Fabre et autobus Papineau (45 Nord)
jusqu'à Tillemont

ou

Métro Jarry et autobus Jarry (193 Est)
jusqu'à Papineau

*Une invitation
de la communauté latino-américaine
de St-Grégoire Legrand
et du Comité chrétien pour les droits humains
en Amérique latine*

Pour information : (514) 387-2541

Mgr Romero, la réforme agraire et les exclu-e-s

Par Clotilde Lemay

ON CONNAÎT LA LUTTE ACHARNÉE MENÉE PAR L'ARCHEVÊQUE DE SAN SALVADOR POUR QU'ADVienne ENFIN LA RÉFORME AGRAIRE TELLE QU'ANNONCÉE PAR LA JUNTE ANTÉRIEURE, RÉFORME AGRAIRE À LAQUELLE MGR ROMERO AVAIT DONNÉ TOUT SON APPUI. IL VOYAIT LÀ UN ESPOIR DE SOLUTION AU PROBLÈME DE LA PAUVRETÉ ET DE L'INJUSTICE ET LE POSSIBLE COMMENCEMENT D'UNE PAIX DURABLE DANS SON PAYS.

Mais, le 6 mars 1980, on peut lire dans une note émanant de l'archevêché: «Aujourd'hui le gouvernement civico-militaire de ce pays a promulgué la nouvelle loi de réforme agraire. En même temps, il décrète l'état de siège et la loi martiale sur tout le territoire national. Les zones rurales les plus combatives, là où l'organisation paysanne est bien assise et forte, ont été militarisées. L'archevêque de San Salvador a exprimé à maintes reprises dans les dernières semaines son opposition à la formule gouvernementale qu'il appelle réforme avec répression.»

En effet, Mgr Romero n'avait aucune confiance en cette nouvelle formule qu'il savait venue de l'extérieur et d'en haut. Un jour, deux technocrates américains, spécialistes du type de réforme agraire que le gouvernement des États-Unis voulait imposer à toute l'Amérique latine, étaient venus sonder son opinion, se disant que si l'archevêque appuyait cette formule, le peuple serait d'accord. Mgr Romero les déconcerta: «Dès que les paysans essaient de dire comment ils souhaitent s'organiser, on les tue. Avant de les écouter, on les tue. Votre réforme n'est pas une réforme agraire, c'est une répression agraire!»

Un fait survenu à la même époque, choisi entre mille, nous révèle la cohérence évangélique et l'inébranlable solidarité de Mgr Romero avec les pauvres et les exclu-e-s, victimes d'un système cruel et injuste.

Francisco Román, dans le livre «Piezas para un re-

trato» de María López Vigil, nous raconte ce qui se passait alors: «Ils nous ont détruit jusqu'à nos pierres à moudre, les brutes! C'est ainsi qu'éplorées, arrivèrent les pauvres femmes de Cinquera, en larmes, avec seulement ce qu'elles avaient sur le dos, portant dans leurs bras leurs jeunes enfants. Elles venaient demander asile au séminaire, fuyant la «réforme agraire». À ce moment-là, nous avions 2 000 paysans réfugiés dans la cour et les jardins de l'archevêché. Dans d'autres locaux de l'église, il y en avait des centaines d'autres. C'était comme une marée humaine qui arrivait, ne nous laissant même pas le temps de les dénombrer. L'unique «délit» de tous ces réfugiés: être pauvres et organisés. Tous et toutes venaient avec une immense confiance en Mgr Romero. De Chalate, du Nord, de Cabañas, de La Paz, de Cuzcatlán, de San Vicente... Nous étions trois médecins à la disposition de toutes ces personnes jusqu'à 10 heures par jour. Cent consultations par jour! Ce n'était pas facile. 90 % des réfugiés étaient des femmes, des enfants et des vieillards. Tous affamés, tous infectés de parasites. Les maladies les plus fréquentes étaient les gastro-entérites accompagnées de troubles nerveux causés par l'horreur des opérations militaires menées dans les campagnes.»

«Le meilleur traitement pour le mal de ce pays serait la démilitarisation», nous disait Romero, comme rêvant de ce jour-là. Cela se passait quelques semaines avant son martyre. ♦

Va-et-vient

L'Agenda latino-américain 1997

Nous avons écoulé 1680 exemplaires de *L'Agenda latino-américain 1997*. L'édition québécoise qui en est déjà à sa quatrième année de parution est distribuée principalement au Québec, mais aussi en France, en Haïti et en Suisse. Nous tenons à remercier tous ceux et celles qui nous appuient dans ce projet, et à rappeler que la distribution de *L'Agenda latino-américain* s'effectue par l'entremise de différents organismes, de communautés religieuses et de personnes solidaires. Sans le travail militant de ces dizaines de personnes, *L'Agenda latino-américain* ne connaîtrait pas le même succès et n'aurait pas la même saveur. Cette année, en plus de notre édition québécoise, nous avons commencé à distribuer l'édition originale espagnole afin de répondre à la demande des personnes qui souhaitaient se la procurer.

Campagne d'appui au peuple cubain

Deux invitations à contribuer à la solidarité avec le peuple cubain.

D'abord, si vous n'avez pas eu l'occasion de participer à la campagne de reconstruction menée par Oxfam-Canada à la suite du passage de l'ouragan Lili sur l'île de Cuba l'automne dernier, vous pouvez toujours le faire. Rappelons que l'ouragan Lili a dévasté aussi bien les infrastructures que les cultures de l'île. Les besoins en terme de reconstruction sont par conséquent considérables. Le Comité de solidarité Tiers Monde de Trois-Rivières organise une cueillette de fonds en ce sens. Vous pouvez faire parvenir vos dons à:

Comité de solidarité Tiers-Monde de Trois-Rivières avec la mention «Reconstruction-solidarité-Cuba», 942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières, Québec G9A 3X6

Pour information: (819) 373-2598

Vous pouvez aussi poser un autre geste d'appui pour Cuba, en participant au dîner bénéfique organisé par la Caravane d'amitié Québec-Cuba. L'événement aura lieu le dimanche 16 mars à 12 h 30 au buffet Ana Maria à Montréal, situé au 357 rue Bellechasse (coin Drolet). Le coût du repas est de 20 \$ (moitié prix pour les enfants). Par ailleurs, la cueillette de matériel se fera jusqu'au 10 mai. On demande encore cette année du matériel scolaire, médical et informatique. Les bénévoles de la Caravane peuvent aller recueillir le matériel à domicile. Rappelons que le mouvement «Les Pasteurs pour la paix» recueillent également du matériel à l'échelle des États-Unis

Pour information: (514) 526-5792 ou (514) 598-2357

Humberto Ortiz à Montréal

Dans notre numéro de septembre, nous traduisions deux articles de l'économiste péruvien Humberto Ortiz. De passage à Montréal, celui-ci, donnera une conférence au Centre St-Pierre (1212 Panet) le 17 mars prochain sur le thème «De la cuisine collective à l'économie solidaire». Humberto Ortiz a participé au séminaire international sur l'économie solidaire et les femmes organisé en juin 1996 par Relais -Femmes au Québec.

Cette soirée est organisée conjointement par le Centre St-Pierre et Développement et Paix.

Pour information: (514) 524-3561 poste 420 ou (514) 257-8711

Naissance d'Éloi

Nous avons le plaisir de vous annoncer qu'un de nos collègues du *Caminando* est père d'un troisième garçon depuis le 5 février. L'équipe du *Caminando* tient à féliciter les heureux parents Anne-Marie Claret et Jean-Claude Ravet, et souhaiter la bienvenue à Éloi.

S O M M A I R E

Éditorial	2
La page du Centre d'actions urgentes	3
Le Canada est un modèle intéressant pour le développement de la société civile et des institutions cubaines	4
Tupac Amaru et la prise d'otages à Lima	6
La démocratie existe-t-elle dans votre pays?	8
Le miracle économique chilien	12
«Nous sommes des fourmis bien chargées et sur le chemin nous nous sommes rencontrés»	13
«Don Sergio vive»	15
Entrevue	17
Chronique livres	19
Mgr Romero, la réforme agraire et les exclu-e-s	22
Va-et-vient	23

Le *Caminando* est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Il est publié quatre fois par année.

☐ JE M'ABONNE AU CAMINANDO

☐ JE ME RÉABONNE AU CAMINANDO

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____ CODE POSTAL _____

Abonnement (4 numéros par année) : 20 \$ au Canada et 23 \$ à l'étranger

Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine

Adresse: 25, rue Jarry Ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6

Téléphone : (514) 387-2541 - Télécopieur : (514) 387-5550

courrier électronique : ccdhal@point-net.com

Comité de rédaction : Joëlle Chevrier, Jean Greffard, Clotilde Lemay, David Poirier,
Jean-Claude Ravet et Jean Robitaille.

Traduction : Madeleine Perrault.

Collaborations : Michelle Décarie, Steven Kaal, Diane Saint-Antoine

Infographie : Bismark Villacrés